



UNITÉ

Numéro 15, septembre 2008

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht



Le 4 septembre 1870, la foule envahit la salle des séances du Corps législatif.

La République est proclamée.

SOMMAIRE

Page 1

Editorial, par Ernest Simon (44)

Page 2 et 3

Il faut sauver la révolution bolivarienne par Jean-François Claudon (75)

Page 4 et 5

Etas-Unis : pour la défaite de la droite Bush-Mc Cain-Palin par Julien Guérin (43)

Page 6 et 7

Les enseignements de la crise géorgienne par Jean-François Claudon (75)

Page 8

Afghanistan : il est temps de se barer !

Par Renaud Chenu (75) et Robert Tourcoing (PRS 75)

EDITORIAL

Par Ernest Simon (44)

Le nombre de civils tués dans des bombardements américains ou de l'OTAN en Afghanistan a triplé entre 2006 et 2007, et des erreurs de frappe cet été ont encore exacerbé la colère des populations, affirmait, début septembre, un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch¹.

Plus de 7 ans après le début des hostilités, la guerre n'est donc pas finie, loin de là. Alors que le trafic d'opium est reparti de plus belle, sous l'œil bienveillant des autorités en place, la pacification et la reconstruction du territoire sont toujours à l'état de projet (cf. article p. 8).

Alors, oui nous défendons le retrait immédiat des troupes françaises en Afghanistan. Nous ne sommes pas dupes du rôle ambigu des états-unis sur ce territoire : après avoir formé les talibans dans les années 80, l'occupation de l'Afghanistan répond aussi à des enjeux géostratégiques (et notamment énergétiques). Bien évidemment, nous sommes aussi conscients de la dangerosité de ces mouvements terroristes religieux.

Mais les leçons de l'histoire n'ont toujours pas été retenues. Les peuples s'engouffrent dans le fanatisme religieux quand la question sociale n'a pas été résolue. Cependant, la démocratie et l'amélioration des conditions de vie ne s'exportent pas par les armes. Face à un mouvement terroriste, ce n'est pas la guerre qu'il faut mener, mais de l'infiltration, du renseignement, des actions coordonnées. Des appuis économiques, politiques, syndicaux, culturels, etc. sont nécessaires... mais on ne peut pas décider du sort des peuples à leur place. Les armées d'occupation perdent toujours à la fin, autant s'en rendre compte rapidement.

Autre territoire, autre bruit de bottes. En Géorgie (cf. article p. 6), les velléités d'autodétermination de certains peuples sont probablement réelles mais prises en étau entre un impérialisme russe de retour sur la scène internationale et un impérialisme américain toujours aussi présent, appuyé par des européens en mal d'approvisionnement énergétique. Les fauteurs de guerre sont nombreux. La candidate républicaine à la vice-présidence états-unienne, Sarah Palin, déclare ainsi qu'elle n'exclut pas d'entrer en guerre si la Géorgie ou l'Ukraine sont la cible d'une invasion russe². La campagne électorale pour la présidence des Etats-Unis promet d'être riche (cf. article p. 4 et 5)...

« **Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage** » disait Jaurès. Malheureusement, l'histoire nous le confirme régulièrement. Face à cela, il faut repenser l'alternative. Si le modèle social-démocrate européen est bien en panne, les expériences sud-américaines « socialisantes » rencontrent un certain succès et méritent pour cela d'être étudiées avec attention (cf. article p. 2). C'est peut-être là que se fait la refondation...

¹ Le Monde, 8 septembre 2008

² La Figaro, 12 septembre 2008

Il faut sauver la révolution Bolivienne !

Jean-François Claudon (75)

Nos « élites » sont parfois **surprenantes**. Quand le danger extrémiste est objectivement loin à l'horizon, elles n'hésitent pas à brandir son spectre pour servir leurs intérêts les plus immédiats. Il en est allé ainsi il y a quelques semaines, quand en France, la « gauche caviar » s'est associée avec la droite pour attaquer ignominieusement Siné en le qualifiant d'antisémite et d'extrémiste... En revanche, lequel de ses messieurs va ne serait-ce que lever le petit doigt pour dénoncer les véritables bandes fascistes qui sévissent en Bolivie et tentent de plonger le pays dans la terreur ? Lequel d'entre eux aura le courage de dire que ces « bataillons de la mort », soutenus par les oligarques boliviens et équipés par l'impérialisme mondial, constituent l'avant-garde armée de la réaction qui s'est fixée pour tâche de détruire le processus révolutionnaire, et donc démocratique, qui touche ce petit pays andin ? Pourtant, le 12 septembre 2008, dans la province du Pando, au Nord du pays, trois groupes armés d'extrême droite proches du préfet réactionnaire Leopoldo Fernandez ont attaqué des municipalités proches de la capitale régionale Cobija, loyale au régime, et y ont massacré des paysans pauvres partisans du président Morales et solidaires du processus révolutionnaire bolivien. D'après les dernières nouvelles, l'armée aurait investi Cobija, mais ne parvient pas à reprendre les bourgs où les bandes fascistes continueraient leur œuvre de mort¹... Dernier épisode d'un affrontement social ascendant depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, dont il nous incombe de tirer les leçons.

La Bolivie est un pays typique du continent sud-américain. Elle doit assumer un héritage hispanique fort, malgré l'indépendance obtenue en 1825. Le passé colonial de la Bolivie est en effet encore inscrit dans la chair de son peuple, puisque la majorité amérindienne (55 % de la

population) cohabite avec des métis et des blancs européens (15 %), au niveau de vie plus élevé en moyenne. En outre, la partition du pays entre le plateau andin (l'Altiplano) à l'Ouest et les plaines fluviales et tropicales de l'Est renforce et « spatialise » cette hétérogénéité ethnique. Néanmoins, la géographie procure certains avantages, puisque le pays dispose de richesses naturelles abondantes, notamment dans son sous-sol exploité dès la période coloniale. Comme dans toute l'Amérique latine, la bourgeoisie bolivienne, tout aussi indigente que ses voisines, n'a jamais réussi à imposer la démocratie la plus élémentaire, ce qui a permis à l'armée d'occuper une place dirigeante. Si, dans la tradition hispanique, les militaires ont pu jouer un rôle progressiste, il reste que l'armée a surtout imposé sa dictature sanguinaire des années 1960 au milieu des années 1980. A l'instar des autres pays hispaniques, la transition « démocratique » s'est alors fait sous le talon de fer de la concurrence mondiale et de la libéralisation forcée, prônées comme des dogmes par les institutions internationales. La lutte contre l'inflation, contre le déficit public et contre le secteur nationalisé a laissé ce pays dans une situation exsangue à l'orée des années 2000². La Bolivie était alors un des pays les plus pauvres du monde.

C'est lors de la dernière année du XXe siècle que la situation économique de la Bolivie évolue radicalement, avec la découverte du gigantesque gisement gazier de Tarija. Cette nouvelle donne économique donne le signal au réveil de la combativité ouvrière, paysanne et indigène, car le mouvement social chilien, quoique apathique depuis 1962, peut se targuer d'un passé glorieux en la personne du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire qui avait imposé le suffrage universel et une ambitieuse réforme agraire à l'oligarchie au début des années 1950. Depuis 2000, ce retour d'un

état d'esprit combatif permet aux masses de se lancer hardiment sur les voies de la contestation du libéralisme, qu'il soit de droite ou de « gauche ». Leur mot d'ordre est simple : la manne financière assurée par l'extraction du gaz naturel doit profiter à tous, et non aux seules multinationales occidentales, ce qui passe par la renationalisation des hydrocarbures. Depuis 2000, il n'y a pas eu une année, pas un mois sans de grandes manifestations contre le pouvoir. Les chiffres sont éloquentes : en 5 ans, les travailleurs boliviens, par leur action autonome, ont réussi à acculer deux présidents à la démission et ont forcé troisième à appeler à des élections anticipées en 2005, élections qui ont vu la victoire d'un dirigeant indigène et syndicaliste peu connu jusque là : Evo Morales. C'est le premier enseignement que l'on peut tirer de cette histoire récente. Ceux qui crient à la personnalisation du pouvoir et au bonapartisme, que ce soit au Venezuela ou en Bolivie, oublient -ou font semblant d'oublier- que Chavez et Morales ne seraient rien sans les masses qui les ont portés au pouvoir. Ils n'ont leur confiance que parce qu'ils incarnent leurs aspirations confuses au mieux-vivre et surtout leur refus de revenir à l'esclavage antérieur. Nul doute que ces chefs prétendent « charismatiques » perdraient leur aura en un jour, s'ils opposaient aux masses leur refus d'aller plus loin ou s'ils s'engageaient sur la voie des concessions avec l'ordre ancien...

Morales est un démocrate, ce fait est incontestable. Son action gouvernementale depuis le début de l'année 2006 est déterminé par cette exigence : satisfaire les aspirations légitimes de la majorité du peuple bolivien. C'est la démocratie, dans son sens noble -et à vrai dire le seul qui existe- qui imposait au président de nationaliser les gisements d'hydrocarbures, puisque cette réforme était



le mot d'ordre n° 1 de la force sociale qui a amené Morales et son parti, le MAS, au pouvoir en 2005. L'objectif proclamé de conserver 82 % des recettes pétrolières face aux firmes étagères permet depuis de financer des plans d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté qui sont à la hauteur de l'urgence sociale. Il devrait en aller de même pour la réforme institutionnelle et la reconnaissance du fait indigène. Mais c'est là où le bât blesse. Car il y a démocrates et « démocrates » ! La contre-révolution, qui préparait dans l'ombre sa contre-offensive, a finalement décidé, devant l'enthousiasme populaire, de concentrer ses forces sur une opposition dite « civique », dont l'objectif est de renforcer l'autonomie des provinces qui le souhaiteraient avec, à court terme, la perspective de faire sécession, si le processus révolutionnaire emmenait le pays trop loin à gauche. Là où Morales réalise la démocratie véritable en appliquant le programme élaboré



progressivement par les masses dans le cadre de leur lutte, les oligarques qui ont perdu le pouvoir étatique utilise la démocratie, pour temporiser et faire triompher des positions fondamentalement minoritaires. Cette opposition légale mise sur les hésitations et l'irrésolution de Morales et de son gouvernement qui ne comprennent pas nettement que ces « démocrates » de droite tendent un piège au nouveau régime. La véritable démocratie exigerait de combattre sans concession cette opposition, ennemi mortel des travailleurs boliviens. Cette opposition officielle et parlementaire, visant à séparer les provinces riches de l'Est du centre andin, indigène et populaire, a de fait obtenu du président Morales l'organisation d'un référendum sur

l'autonomie provinciale, le 2 juillet 2006. La droite a largement perdu au niveau national, ce qui prouve que l'oligarchie est ultra minoritaire, mais la vérité sociale est ailleurs, au niveau local. Les provinces andines autour de La Paz, fidèles au MAS, ont voté contre toute dérive autonomiste, tandis que les régions riches de l'Est se sont prononcées pour, ce qui prouve la fracture socio-géographique de ce pays³. Cette fracture patente a mis à l'ordre du jour dans les rangs de l'opposition la question de la guerre civile en Bolivie.

Les succès politiques de Morales, porté par les masses, ont obligé

la réaction à s'organiser davantage. L'opposition « civique » cherche à rassembler tous les mécontents et à temporiser en attendant le déclin de l'état de grâce du président. Rien de tel, alors, que le débat constitutionnel pour couper le MAS de sa base sociale, acheter certains de ses parlementaires et s'enfermer dans des débats d'experts à même de « refroidir » l'enthousiasme révolutionnaire... Morales a fait une nouvelle erreur en intégrant la minorité dans la discussion sur les nouvelles institutions, alors qu'elle n'est que l'émanation de l'ordre ancien que les masses boliviennes veulent mettre à bas. Plus généralement, contrairement aux républicains français de la fin du XIXe siècle, Morales n'a pas épuré l'appareil d'Etat et a laissé la police, l'administration, la justice et les médias aux mains des oligarques par peur de passer pour trop radical. C'est pourtant une nouvelle fois la démocratie elle-même qui exigeait ce coup de balai qui n'a pas effrayé en leur temps les Gambetta et autre Ferry, bien décidés à mettre à la porte le personnel publique monarchiste ! Les préfets des

provinces de Santa Cruz ou de Pando, bien que considérés par tous comme des valets des oligarques, n'ont pas été remplacés par des fonctionnaires loyaux à Morales et au mouvement social. C'est là la préhistoire du drame de Cobija, où les fascistes ont pu profiter de la protection du préfet Fernandez lors de leur raid du 12 septembre dernier...

Malgré le regain d'activité de l'opposition, Morales dispose d'une majorité large pour aller de l'avant et pour faire franchir au processus révolutionnaire un nouveau pallier. Face aux velléités sécessionnistes des provinces orientales, qui elles n'ont pas peur de braver les règles de la démocratie en organisant des référendums illégaux et même des lock-out patronaux, Morales a remis son mandat en jeu le 10 août 2008. Il l'a emporté avec plus de 60 % des voix, malgré la campagne de haine de ses ennemis de Santa Cruz et d'ailleurs. C'est véritablement depuis cette date que l'opposition « civique » régionaliste a fini sa mue en opposition terroriste de type fasciste. Dès le mois de septembre, les attaques contre les locaux syndicaux, contre les organes de presses des partis politiques et même contre les militants se sont multipliées. Le massacre de la région de Cobija n'est que le couronnement de l'activité intensive des bandes fascistes. Face à ce danger de plus en plus éminent, face au risque d'une guerre civile généralisée, Morales doit cesser les faux-semblants. Il n'y a pas de conciliation possible avec les oligarques qui sont maintenant décidés à détruire le nouveau régime, à recourir au coup d'Etat et à l'assassinat. L'alternative est simple et aucun troisième voie n'est à l'ordre du jour : approfondissement du processus révolutionnaire et auto-organisation des masses bien décidées à se défendre face aux fascistes ou victoire dans le sang de la réaction intérieure soutenue par l'impérialisme. Le MAS doit passer le guet au plus vite, car le temps presse. Le souvenir du Chili n'est que trop présent dans les esprits...

1 Source : www.hns-info.net/article.php?id_article=15393

2 RUDEL C., La Bolivie, Karthala, Paris, 2006, p. 133 sqq.

3 DORY D. « Polarisation politique et fractures territoriales en Bolivie », Hérodote, n°123, 2006, p. 86.

Etats-Unis : pour la défaite de la droite Bush-Mc Cain-Palin

Julien Guérin (43)

La convention du parti démocrate qui s'est tenue à Denver aux Etats-Unis et a officialisé l'investiture de Barack Obama comme candidat à la présidence. L'élection aura lieu le 4 novembre prochain. La candidature d'Obama, premier Noir à postuler à la présidence de la puissance impériale, a soulevé depuis plus d'un an beaucoup d'espoir chez les progressistes du monde entier. En tant qu'internationalistes, nous devons évidemment suivre avec intérêt l'évolution politique et sociale outre Atlantique.

Depuis 2001, la politique du pitoyable Bush est une catastrophe pour les salariés et immigrés des Etats-Unis mais aussi pour les peuples du monde entier, il est temps de tourner la page. Beaucoup d'Américains aspirent à une meilleure redistribution des richesses, à la fin de l'aventure néo colonialiste en Irak ou à la mise en place d'une couverture sociale digne de ce nom. Depuis quelques mois, beaucoup ont été touchés de plein fouet par la crise des sub primes, ruinés et jetés à la rue par la rapacité de ce système capitaliste qui broie tout sur son passage. On a vu, dans le même temps, renaître une certaine combativité sociale et ouvrière face aux licenciements, pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail et même contre la guerre en Irak. Le 1er mai dernier, des milliers de dockers des ports de la côte Ouest des Etats-Unis (San Francisco notamment) se mettent en grève et demandent le retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan. Des grèves ont aussi éclaté dans différents secteurs : les chauffeurs et les transporteurs à New York sur la question des salaires, les intermittents de la chaîne MTV mais aussi les scénaristes d'Hollywood qui ont, pendant plusieurs mois, paralysé la



production de films et de nouveaux programmes ! Du jamais vu dans le temple de la société du spectacle et de l'argent roi ! Malgré des appareils syndicaux amorphes et ralliés à l'ordre néo libéral, les travailleurs américains savent eux aussi s'organiser et se battre pour défendre leurs intérêts.

La candidature d'Obama (même contre son gré) s'inscrit dans ce cadre, il est apparu pour beaucoup comme l'incarnation d'une autre politique que celle conduite par Bush, comme celui qui pouvait mettre fin au règne de ce clan de mèche avec la droite religieuse la plus rétrograde et réactionnaire. Opposant à la guerre en Irak dès 2002, Obama a su rallier à lui le mouvement anti guerre (notamment les jeunes) actif depuis cinq ans même si, depuis quelques semaines, il a tempéré nettement ses positions quant au retrait immédiat des troupes de l'Oncle Sam en Irak...

Cependant, c'est cette position anti-guerre assumée qui lui a permis de s'imposer dans la course des primaires démocrates. Son positionnement sur le libre échange et la nécessaire protection des industries face à la concurrence et à la course au moins-disant social et fiscal permanent ont aussi contribué à installer sa crédibilité. Sur les questions sociales, sa ligne politique n'a cependant rien de révolutionnaire, elle n'est pas plus hardie que celle défendue par son ex-rivale Hillary Clinton. Certes, il défend l'extension de la couverture médicale aux plus démunis mais ne parle pas de redistribution, ni d'augmentation de salaires et encore moins de service public... Il ne faut donc pas faire de contresens sur la candidature Obama car, au-delà du symbole, elle se situe parfaitement dans la lignée de ce que fut toujours la politique du parti démocrate américain : pâlement réformiste et ne s'attaquant jamais au fondement du système libéral. En l'absence d'un authentique parti de gauche, les démocrates jouent néanmoins le rôle de

force d'alternance (et non d'alternative) pour les syndicalistes, les jeunes, et tous ceux qui ne veulent pas subir quatre années supplémentaires la politique agressive de républicains plus libéraux encore. Mac Cain, successeur de Bush, n'en est qu'une copie conforme malgré un habillage sémantique moins abrupt. Il faut donc nourrir assez peu d'illusions sur Obama, sa politique demeurera fidèle aux intérêts des grandes multinationales américaines grandes pourvoyeuses de fond du parti démocrate.

De même, sur la politique étrangère on ne peut pas non plus parler d'une réelle rupture dans la mesure où il a annoncé le renforcement de la présence américaine en Afghanistan, un retrait de plus en plus hypothétique d'Irak et a menacé l'Iran à plusieurs reprises. Nous souhaitons cependant de toutes nos forces la défaite du bushisme et de son candidat ! Malgré les limites évidentes de la candidature Obama, beaucoup d'électeurs vont certainement s'en saisir pour se débarrasser des républicains. C'est d'ailleurs là que le bât blesse pour les candidats de la gauche radicale, parmi lesquels on compte notamment l'écologiste Ralph Nader. Celui-ci, opposant résolu à l'aventure impérialiste en Irak, favorable à une approche des questions sociales plus favorables aux salariés, n'est cependant pas le socialiste dépeint par certains. Il reste partisan de l'économie de marché et ses liens avec le mouvement syndical et social sont moins étroits que ceux entretenus par l'aile gauche du parti démocrate. Il risque d'être victime du vote utile et de l'attraction exercée par Obama chez les noirs et les jeunes. Néanmoins, la pression qu'il exerce sur le parti démocrate est fort utile tant les tendances droitières et conciliatrices (notamment sur les questions militaires) sont puissantes en son sein.

Oui nous voulons la défaite de Mc Cain et des républicains car il représente l'Amérique que nous



combattons et combattrons, celle que nous aimons c'est celle des campus des années 70 vent debout contre la guerre au Vietnam, des ouvriers et des dockers en grève pour des augmentations de salaires, des mères qui pleurent la mort de leurs enfants dans ces boucheries imbéciles que sont l'Irak et l'Afghanistan et qui s'organisent pour le retrait immédiat des troupes ou des admirables militants luttant pour l'égalité et les droits civiques depuis plus d'un demi siècle. Au-delà d'Obama, la défaite de la droite américaine en novembre prochain sera dans tous les cas un encouragement pour ceux qui résistent et luttent aux Etats-Unis et dans le monde contre l'impérialisme, l'arrogance patronale et le libéralisme que l'on veut nous imposer par tous les moyens.



Les enseignements de la crise géorgienne

Jean François Claudon (75)

Depuis près de 10 ans, un spectre hante le Caucase : le spectre de la guerre. Les faits sont têtus. 1999 : début de la « sale guerre » entre la Russie de Poutine et la petite république tchétchène ; 2003 : révolution en Géorgie qui voit la chute du régime néostalinien d'Edouard Chevardnadze et son remplacement par un gouvernement pro-occidental ; août 2008 : offensive russe en Géorgie, pour « rétablir l'ordre en Ossétie du Sud ». Les « commentateurs » ont beau répéter que le conflit est enraciné dans la culture de ces petits peuples caucasiens, naturellement belliqueux et nationalistes, les socialistes ne peuvent se résoudre à admettre ces explications simplistes, mélange de déterminisme ethnique et d'ignorance historique. Car la réalité politique et sociale n'est pas faite de peuples érigés en substance éternelle et dotés de caractéristiques immuables, mais bien de classes sociales aux intérêts antagonistes et d'Etats dotés de leur logique propre.

L'offensive géorgienne puis russe du 8 août ne sort pas du néant.

En fait, elle n'est que la conséquence logique d'une escalade diplomatique entre la Russie et les Etats-Unis qui remonte à ce printemps, sinon à la « Révolution des roses » géorgienne de 2003. En effet, le 3 avril dernier, sous la pression russe, le commandement suprême de l'OTAN a reporté sine die l'intégration de la petite république caucasienne à l'Alliance atlantique, tout en affirmant que la Géorgie la rejoindra un jour ou l'autre. Beau compromis boiteux qui a tout pour braquer les anciens KGBistes aux commandes à Moscou ! De fait, quelques jours plus tard, Poutine, dans ses derniers jours à la présidence de la Fédération de Russie, annonce le renforcement de son soutien aux régions géorgiennes

géorgien en Ossétie, d'explosion de bombes en Abkhazie, de bluff diplomatique et de montée de la violence dans les zones prorusses. Le 9 juillet, fait significatif, un avion russe viole l'espace aérien géorgien au moment même où Condoleezza Rice effectuait une visite à Tbilissi... Quelques jours plus tard a lieu un exercice militaire conjoint des forces géorgiennes et américaines près de la capitale

géorgienne, tandis que la Russie réalise une manoeuvre non loin, dans le Nord du Caucase. Depuis le début de l'été, les deux camps étaient sur le pied de guerre, encouragés qu'ils étaient par leur puissant protecteur respectif. A Moscou, les discours sur l'agressivité géorgienne ou

son incapacité à assurer la sécurité dans les zones séparatistes du Nord et de l'Ouest se sont multipliés dès le mois d'avril afin de préparer l'opinion publique russe et de tester les réactions occidentales¹.

La Géorgie n'est ni une puissance belliqueuse, ni un Etat en voie d'implosion. Elle n'est qu'un pion dans un jeu diplomatique complexe. Nous sommes en effet dans un moment historique où deux tendances contradictoires s'affrontent. D'un côté s'exprime encore la volonté des Etats-Unis de désolidariser l'ex-glacis soviétique du centre russe. Cette exigence diplomatique du capitalisme nord-américain explique le soutien US apporté aux talibans afghans des années 1970 jusqu'aux attentats du 11 septembre, les deux conflits dans le Golfe persique, mais aussi la peur

d'un impérialisme revanchard, mais à la mise à disposition de moyens politiques et financiers désormais conséquents à un projet de restauration qui a toujours existé depuis l'effondrement de l'URSS. Pour une partie de la bureaucratie soviétique en effet, les indépendances caucasiennes du début des années 1990 ont été un véritable traumatisme. La prise de pouvoir d'anciens cadres du

KGB, après les années de libéralisation sauvage sous Eltsine, signifiait à terme le retour à un expansionnisme belliqueux au Sud. Le coup d'arrêt à l'implosion qu'a permis la « sale guerre » de Poutine en Tchétchénie et la réaffirmation de l'autorité de la Fédération de Russie sur ses

« sujets » avaient pour suite logique la reconquête extérieure. La malheureuse république géorgienne est donc prise en étau entre la Russie de Poutine et les Etats-Unis qui rêvent encore d'étendre leur domination stratégique à tout le Caucase, sous couvert de l'OTAN.

Mais ici comme ailleurs, la quête de l'hégémonie militaire cache un impératif économique, qui s'inscrit dans le cadre de la crise de l'approvisionnement pétrolier. Les Etats-Unis cherchent à s'assurer le contrôle de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan menant les hydrocarbures de la Mer Caspienne à la Turquie, allié traditionnel des Etats-Unis dans la région. Si les gisements d'Azerbaïdjan sont insuffisants pour contrebalancer l'influence du Moyen-Orient qui détient 50 % des réserves mondiales, elle



Mais revenons maintenant sur les circonstances de la crise diplomatique des derniers mois. Si l'on prend du recul, on constate que, dans l'escalade qui a mené à l'offensive du 8 août, on retrouve à tout moment la « patte » du régime moscovite. Les attentats, les incursions russes, l'utilisation des divisions ennemies sont une constante du pouvoir russe depuis la prise du pouvoir par Poutine, notamment en Tchétchénie. Dès cette époque, les observateurs non-stipendiés par Moscou voyaient déjà se mouvoir dans l'ombre les « agents du Kremlin, depuis longtemps passés maîtres dans l'art de la manipulation des dissidences »². Les bombes opportunes qui ont fait plusieurs morts en Abkhazie ressemblent étrangement à celles qui ont explosé à Moscou en août 1999 et qui ont permis à Poutine de lancer sa « sale guerre » en Tchétchénie. Nul ne sait encore qui a posé les explosifs dans la capitale russe, mais trois choses sont sûres. Les deux Caucasiens condamnés à la perpétuité en 2004 pour ses attentats ont toujours clamé leur innocence dans un procès d'autant plus kafkaïen que l'accusation n'a fourni aucune preuve matérielle tangible de leur culpabilité. La psychose qui s'est emparée de la Russie suite aux attentats, et qui a été savamment entretenu par l'appareil d'Etat, a permis au nouveau président d'affirmer son pouvoir naissant. Enfin, quelques jours après le dernier attentat avéré, on a surpris des agents du FSB (l'actuel KGB) la main dans le sac, en train d'installer des explosifs dans un immeuble de Riazan, à quelques centaines de kilomètres de Moscou... Le parallèle avec les attentats perpétrés en Abkhazie, région géorgienne majoritairement séparatiste et soutenue aussi bien moralement que matériellement par Moscou, est ici frappant, puisque la Russie a immédiatement accusé la Géorgie des attentats du mois de juillet dernier, attentats qui ont eu le mérite de donner à Poutine un prétexte pour entrer en

Manipulation de l'opinion, presse libre bâillonnée, recours systématique à la provocation, et à la technique du fait accompli, pouvoir abandonné aux « services » héritiers du KGB : autant de méthodes similaires à celles de l'appareil stalinien. Il est frappant de constater à quel point on assiste actuellement en Russie à un phénomène de « restalinisation ». Il faut en effet prendre conscience du fait que nous parlons d'un pays qui voit reflourir partout les statues de Staline, qui a repris comme chant national l'ancien hymne soviétique, d'un pays dans lequel les dénonciations anonymes sont encouragées par l'Etat... Après les attentats de 1999, Poutine félicitait déjà ses prédécesseurs d'avoir « réussi à préserver le noyau de l'Union soviétique », seul référent politique viable. Il annonçait également que le terrorisme islamiste, qu'il voyait à l'œuvre en Tchétchénie, était « la plus grande menace depuis Hitler ». La référence à la Grande Guerre Patriotique de 1941-1945 qui a coûté la vie à plus de 25 millions de Soviétiques est équivoque. Elle s'inscrit dans la culture russe, étant donné l'intensité de la mémoire relative à cet événement, mais prouve, en même temps que l'habileté de Poutine et des dirigeants russes, l'anachronisme de leur vision du monde, vision géopolitique bipolaire héritée de l'époque stalinienne.

La tentative de restauration néo-stalinienne existe et ce serait se voiler la face que de la nier et même de la sous-estimer. La population géorgienne comprend ce que les défenseurs de Poutine et de l'ordre établi, nos « intellectuels » du type Hélène Carrère d'Encausse, ne peuvent pas ou ne veulent pas comprendre. Irma Inaridzé, qui travaille dans la coopération franco-géorgienne pousse à propos ce cri du cœur : «vous, les Européens, vous ne pouvez pas comprendre ce qui est en jeu. Vous n'avez pas le même vécu que la petite Géorgie. [...] Les Baltes sont tout de suite venus, parce qu'ils nous comprennent. Les Hongrois savent ce qui se passe. Ils ont connu la même chose à

Budapest en 1956. Pareil en 1968, pour les Tchèques. Vous, vous ne comprendrez jamais ce que c'est que de vivre avec le grand voisin russe, qui vous tape dessus à longueur de temps. L'Ossétie, ce n'est pas le vrai problème, c'est un prétexte. Si le conflit est résolu, ils trouveront autre chose! Ils feront tout pour ne pas nous lâcher »³.

Quelle doit être la position d'un socialiste internationaliste dans cette crise bien plus profonde qu'elle n'y paraît ? Sûrement pas de faire des courbettes au régime russe, comme l'a fait Sarkozy, au nom de sa prétendue realpolitik internationale dont l'efficacité médiatique n'a égale que son absence d'effectivité réelle ! Son protocole de retrait des troupes russes, bâclé en quelques jours, et signé le 12 août, permet à Poutine d'opérer en Géorgie à sa guise. En voulant être « réaliste » et exister sur la scène internationale, notre omniprésident a légitimé l'occupation russe. L'enfer impérialiste est pavé de bonnes intentions sarkoziennes... En effet, donner des gages au Kremlin, c'est l'encourager à aller encore plus loin, fidèle à sa technique de mise devant le fait accompli de la « communauté » internationale. En tentant de ménager la chèvre moscovite et le chou US, Sarkozy fait une erreur semblable à celles des gauchistes. Il n'y a pas de voie moyenne dans ce genre de crise. On ne peut pas plus renvoyer dos à dos les impérialismes russe et yankee, que leur proposer un compromis bancal. Si l'on veut défendre la souveraineté géorgienne, on ne peut se positionner in abstracto, car en politique, tout est question de timing. Pour l'instant, il faut que les Russes, en tant qu'occupants, soient défaits, militairement ou diplomatiquement. A bas l'impérialisme russe dans le Caucase ! Viendra ensuite le tour de l'Oncle Sam, car le peuple géorgien n'est pas plus friand de la World Company que du système KGBiste. Si cette vérité n'est pas encore patente, il faut que les Géorgiens en fassent l'expérience pratique. La libre autodétermination du peuple géorgien est à ce prix.

1 Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/>

2 Cité dans BLANC H., T comme Tchétchénie, Ginkgo, 2005.

3 Témoignage paru dans 20 Minutes, le 10 août 2008.

Afghanistan : il est temps de se barrer !

Renaud Chenu (75) et Robert Tourcoing (PRS 75)

Celui qui a tué nos 10 pioupious, c'est à l'évidence Sarkozy et une petite bande de généraux brillards, très courageux depuis leurs bureaux, qui ont voulu faire plaisir à la Maison blanche et précipiter ce fameux choc des civilisations qu'ils désirent plus que tout.

Dix types qui s'étaient engagés pour servir le France et la liberté (version Paris Match), pour contribuer à la stabilisation dans un contexte post-crise (version Le Monde), pour agresser l'oumma musulmane (version radio taliban)... En fait, tout simplement, des jeunes gens ordinaires, qui probablement ne savaient pas bien quoi faire dans leur vie, n'avaient pas trop d'argent, voulaient voyager et étaient fiers comme Artaban qu'on leur donne un joli petit fusil pour eux tout seul. On leur bourre le mou dans l'avion qui les amène, en gueulant « liberté » et « barbarie » avec des claquements de talonnettes, et hop débrouillez-vous dans l'Hindou-Kouch pendant que vos supérieurs boivent des cafés et causent aux journalistes dans les bureaux climatisés de la base.

A l'évidence, le régime en place à Kaboul n'est qu'un rassemblement de marionnettes corrompues occupées à se remplir les poches au plus vite avant l'effondrement final, prévisible d'ici 5 à 10 ans. Dans l'entourage de Karzai, lui-même ex-consultant pour une boîte pétrolière américaine, on trouve un joli méli-mélo : certains sont à peine sortis de prisons américaines pour trafic de drogue, d'autres sont des bandits de grands chemins que l'on baptise « seigneurs de

guerre », d'autres sont des exilés de toujours et parlent à peine les langues locales, d'autres encore sont de petits autocrates féodaux ou religieux arborant barbe et turban. Que faire de tout ceci ? Réponse : un bon coup de balai.

Le problème, c'est que dans la configuration actuelle, le coup de balai ne sera pas donné par des progressistes, mais par la seule force sociale organisée qui concurrence ce régime : les talibans. Leur ligne politique, assumée et affichée, est très claire : établir à nouveau une théocratie sunnite totalitaire à base ethnique pachtoune. Une fois les **paras multinationaux** partis, ce sont les minoritaires qui vont déguster : les chiites duodécimains (obéissance majoritaire en Iran) et septimaniens (obéissance des ismaéliens, reconnaissant l'Aga Khan comme 49ème Imam légitime), les groupes ethniques minoritaires (tadjiks, hazaras, ouzbeks, turkmènes, etc.), ainsi que les couches sociales plus ou moins sécularisées (une partie de la jeunesse, des intellectuels, des artistes, et plus généralement les populations des villes).

Donc, nous avons le choix entre la peste et le choléra. La peste, c'est un régime fantoche, pur produit impérialiste, retranché dans ses palais et ses casernes, pompant sans vergogne le pognon de l'aide au développement, vérolé par l'omniprésence d'ONG inefficaces peuplées d'expatriés souvent alcooliques et surpayés. Le choléra, c'est le pouvoir des barbus, les femmes enfermées, la culture nivelée au bulldozer coranique, les mains coupées.

L'argumentation des interventionnistes, c'est qu'on doit se résigner à la peste afin de combattre le choléra. Mais c'est une illusion, car peste et choléra se nourrissent mutuellement : plus les

occupants s'accrochent en Afghanistan, agaçant les Afghans ordinaires par leur présence ostentatoire et leurs bombardements imprécis, plus la rhétorique anti-Infidèles et nationaliste des talibans joue sur du velours et trouve des oreilles complaisantes. Plus ils dépensent pour acheter la loyauté des politiciens et des hobereaux locaux, plus le régime apparaît comme illégitime. Plus ils gesticulent en invoquant les droits de l'Homme et la démocratie, plus ces notions sont discréditées, et leurs défenseurs locaux considérées comme des valets à la solde des occupants.

Cette alternative, il faut la refuser. Dans les deux cas on se trahit : on bafoue soit le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, soit les valeurs laïques et progressistes. Les bidasses contre les barbus, c'est l'impérialisme contre le fanatisme. En somme, les deux choses que nous détestons le plus.

Dans cette affaire, être tacticien et viser le moindre mal, c'est se résigner à l'abomination. Non, il faut assumer la position minoritaire. En Afghanistan, comme partout dans le monde musulman, il existe une minorité qui partage nos idées. Parmi les anciens communistes, dans la jeunesse, chez les militantes féministes, chez les croyants écoeurés par les récupérations politiques de la foi, nous avons des alliés naturels, qui refusent à la fois l'occupation et la régression théocratique. Que cette minorité représente 10%, 5% ou 1% importe peu : elle existe, elle a raison, cela suffit. La candidature de Latif Pedram aux élections présidentielles de 2004, par exemple, était encourageante par son programme de sécularisation progressive et de correction des monstrueuses inégalités sociales. Il a fait 1%, ce qui prouve... qu'il faut bien commencer quelque part !

UNITÉ

Comité de Rédaction d'Unité

Direction de rédaction : collective

Jean-François Claudon (75)

Julien Guérin (43)

Laurent Johanny (94)

Renaud Chenu (75) Maquette

Ernest Simon (44)

Numéro 15, août 2008

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Thomas Chavigne (31)

Emilie Leblong-Masclat (35)

David Torres (75)

Tunjaï Cilgi (64)

Yoann Rouvière (43)

Ugo Bernalicis (59)

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité

Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste

Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom/Prénom :

Groupe/Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer offensive.socialiste@gmail.com

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

offensive.socialiste@gmail.com